



60 % DES SIE RAYÉS DE LA CARTE

Une réunion technique d'approfondissement a été convoquée le 2 octobre 2014 **sur les SIE**. Les documents préparatoires ne faisaient état que d'une "réflexion" sur la mise en œuvre d'une nouvelle organisation. Il s'agissait en fait de nous faire cautionner implicitement le résultat des réflexions d'un groupe de travail de l'administration dans le seul but de pouvoir affirmer avoir consulté les organisations syndicales nationales.

Trois pôles sont définis au sein des SIE : gestion, comptabilité et transverse. Ce dernier comprend l'accueil physique, téléphonique et électronique de premier niveau, les visites de terrain (dixit la fiche de l'administration !), la gestion des AVISIR, les relances automatisées et le recouvrement amiable.

Trois schémas cibles comprenant entre 20 et 50 agents seraient mis en place sur la base d'une organisation optimale selon la Direction Générale :

- une organisation intégrée : composé des trois pôles et avec une possible mise en œuvre dès à présent, sur une liste de sites non limitée,
- une organisation déconcentrée multi-SIE : un SIE assurerait les missions transverses pour le compte d'autres SIE,
- une organisation déconcentrée mono-SIE : comme précédemment mais sans les missions gestion et comptabilité et devenant de fait un service non comptable. Une expérimentation sera menée et un bilan "d'efficacité" devrait avoir lieu en 2016.

FO refuse de débattre de telles orientations qui s'inscrivent dans la droite ligne de la démarche stratégique !

Pour **FO**, la situation actuelle des SIE en termes d'emploi, de missions et de conditions de travail des agents justifierait pleinement l'ouverture de discussions en relation avec l'adéquation des charges aux moyens et le maintien d'un réseau de proximité.

En lieu et place, l'administration propose de discuter de la manière de faire plus avec encore moins de moyens humains et matériels, sans même évoquer les régimes indemnitaires, ni les règles de gestion des agents. Le but à peine voilé est de ne conserver, au mieux, qu'un seul SIE par département.

Les annonces provocatrices de SPIB (Stratégie, Pilotage, Budget) et RH, lors des réunions interrégionales des cadres supérieurs, font état de 850 fermetures de postes classés C4 d'ici 2018, dont 100 fermetures et 200 opérations de fusions dès



2015... S'y ajoutent les 2 000 suppressions d'emplois prévues en 2015 et des budgets de fonctionnement encore « rabetés » !

FO quitte cette réunion et alerte les personnels sur le spectre de la mobilité forcée !

..ET ÇA NE FAIT QUE COMMENCER !



COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL RECLASSEMENT DE B EN A

Le projet de décret destiné à supprimer les inversions de carrière consécutives aux conditions de reclassement de B en A découlant du décret Jacob vient d'être retoqué en Conseil d'État.

Pour mémoire ce dispositif devrait permettre aux collègues promus de B en A avant le 1er janvier 2007 qui en feraient la demande dans les 3 mois suivant la publication du décret de bénéficier d'un reclassement.

Ce projet de décret a été obtenu à l'issue de multiples interventions de **FO**. Le contenu de ce projet de décret n'était déjà pas très satisfaisant dans la mesure où il n'avait pas eu d'effet rétroactif et excluait les agents partis en retraite et les promus entre-temps au 2ème niveau de grade. Le manque de pugnacité du Ministère qui depuis des mois se borne à répondre à toutes nos interrogations que le projet est parti en conseil d'État n'est certainement pas étranger à ce résultat. Le Ministre a demandé au secrétariat général de proposer rapidement un autre dispositif.

**CONTRÔLEURS : CARTE DE FRANCE DES
COUPURES AU 1ER MARS 2015**

**PARODIE DE MOUVEMENT : 85 MUTA-
TIONS POUR 1170 VACANCES D'EMPLOI !!**

La carte des coupures (avant CAP) est sur notre site

FO EN MEETING À NANTES

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, était jeudi 9 octobre en meeting à Rezé. Il a pris la parole devant une assistance nombreuse composée de militants de Force Ouvrière venus de toute la région.

En réponse aux propos tenus par le premier ministre au cours de sa visite devant les chefs d'entreprise anglais ("mon gouvernement est pro business."), il répond : " Mon syndicat est pro travailleurs !"

Il a conclu son intervention par ces mots : "il n'y a pas de république sans service public et il n'y a pas de service public sans agents publics. Ce combat pour le service public républicain concerne tout le monde, qu'on soit du public ou du privé, actif, chômeur ou retraité. Il fait partie de notre attachement à la république sociale, un attachement régulièrement confirmé dans nos congrès confédéraux. Un attachement aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité !"



**PRIORITÉ
AUX AGENTS**